

Enfin, je désire rappeler ici l'appui du Commonwealth à l'UNESCO, à ses buts et à sa dynamique de changement. Les chefs de gouvernements du Commonwealth ont souligné récemment à Nassau l'importance qu'ils attachent de façon générale au renouvellement des institutions internationales. C'est dans cet esprit que les hauts-commissaires d'un certain nombre de pays du Commonwealth en poste à Londres, incluant notre Haut-commissaire, ont écrit au Secrétaire du Foreign Office, Sir Geoffrey Howe vendredi dernier le 15 novembre. Ils lui ont redit l'importance que le Commonwealth attache à la participation de la Grande-Bretagne à cet organisme international de grande importance. Ils ont fait cette démarche parce que les pays du Commonwealth réalisent qu'un très grand nombre d'institutions de nos sociétés dans le domaine de l'éducation, de la science et de la culture ont leurs racines historiques en Grande-Bretagne. L'UNESCO a besoin de la sagesse de nos amis Britanniques, comme de celle d'ailleurs de tous les peuples.

Monsieur le Président, les résultats de la Conférence générale sont clairs. Nous les avons examinés en regard de notre position concernant les réformes. Le gouvernement du Canada est très heureux de constater les progrès que l'UNESCO a déjà accomplis dans cette voie. Je suis en mesure de déclarer catégoriquement que nous continuerons d'oeuvrer au sein de l'Organisation, en vue de réaliser les réformes voulues. Nous ne l'abandonnerons pas. Comme l'indiquait récemment le Premier Ministre:

"Nous ne nous retirerons pas de l'UNESCO. ... Nous avons demandé des réformes internes et nous croyons qu'elles sont en voie d'être amorcées. Nous voulons amener ces réformes de l'intérieur."

Bref, Monsieur le Président, en restant à l'UNESCO, le Canada entend réaliser la vision de l'Organisation qu'en avaient ceux qui l'ont créée.

Monsieur le Président, si l'UNESCO n'existait pas, il faudrait l'inventer.